



Communiqué de Presse
17 décembre 2018
Katowice, Pologne

Les voix des peuples et les vraies solutions ont été rejetées pendant la COP 24, à Katowice

Après deux semaines de négociations intenses, les réseaux de femmes et de défense de l'égalité de genre, représentés à Katowice, affirment que l'échec de la COP 24 à concrétiser l'objectif de 1,5 ° C et le refus de placer les populations au centre de l'action climatique exacerbent les défis auxquels notre planète est confrontée.

L'objectif principal de cette COP 24 était de rendre opérationnel l'Accord de Paris, qui repose sur la vision d'une action climatique fondée sur les droits et l'égalité de genre. La Constituante Femmes et Genre (WGC), qui représente les populations les plus touchées par les changements climatiques, n'a cessé de faire pression sur les pays pour obtenir une interprétation de l'Accord de Paris suffisamment ambitieuse et centrée sur les populations. Mais nous sommes découragées de voir que les vraies solutions, celles qui changent le système pour un monde juste et durable, sont en permanence rejetées et réduites au silence!

Juste avant ces négociations, le rapport du GIEC a rappelé le monde à la réalité: si nous voulons atteindre les objectifs énoncés dans l'accord de Paris, nous devons agir rapidement et de manière ambitieuse en proposant des solutions justes. Mais les Etats ont à nouveau repoussé une occasion de placer les peuples au centre de cette action vitale pour le climat. Ils n'ont pas assez intégré les principes sur lesquels ils se sont pourtant déjà entendus, tels que la défense des droits humains et de l'égalité entre les sexes. L'Accord de Paris ne sera pas mis en œuvre d'une manière qui permette de résoudre justement la crise climatique urgente.

Les communautés les plus touchées à travers le monde, y compris celles représentées par notre Constituante, continueront à mettre en place de vraies solutions sur le terrain, pour sauver notre planète et les populations.

Le manque d'ambition de cette COP révèle la réticence des Etats à reconnaître la dévastation de nos paysages: lors de la clôture du dialogue Talanoa, Taily Terena, du réseau ECMIA - Réseau des femmes autochtones des Amériques, a affirmé: « *Notre monde est confronté à des changements brutaux par rapport à ce nous connaissions jusqu'à présent. La météorologie, les rivières et les forêts ne sont plus les mêmes. À l'heure où je vous parle, les communautés locales, traditionnelles et autochtones, qu'il faut appréhender dans leurs diversités de sexe, de statut économique et de générations, vivent en première ligne les impacts climatiques, mais dans peu de temps, tout le monde les ressentira.* »

Il est inadmissible que la science climatique soit remise en question et traitée comme un simple sujet de négociation: « *L'Accord de Paris a fixé un objectif ambitieux et important consistant à maintenir le réchauffement à moins de 1,5 ° C. Le récent rapport du*

GIEC sur la réalisation de cet objectif est on ne peut plus clair: nous avons 12 ans pour éviter une catastrophe climatique. Au lieu de tenir compte de l'alarme des climatologues pour susciter ambition et action lors de la COP 24, certains pays ont honteusement tenté d'affaiblir la reconnaissance du rapport et de ses conclusions. Il est vraiment dépassé de nier la science du climat. Pour nous, la WGC, nous savons qu'il est impératif de rester en dessous de 1,5 si nous voulons rester en vie. Aussi nous ne cesserons jamais notre action collective pour atteindre cet objectif. », dit **Bridget Burns, directrice de WEDO**

Les directives adoptées ne sont pas assez robustes pour résoudre la crise climatique, et ne garantissent pas que les voix ni les droits des peuples affectés seront suffisamment pris en compte: *« L'Accord de Paris a fermement reconnu que, pour être efficace et véritablement transformatrice, l'action pour le climat doit respecter et promouvoir l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes. Au lieu de cela, nous constatons que des investissements et projets de grande échelle, déguisées en mesures climatiques, forcent des femmes et des peuples autochtones à quitter leurs terres, leurs forêts et leurs territoires de pêche traditionnels. Durant ces négociations, plusieurs États ont tenté de supprimer presque toutes les références aux droits humains et au genre dans les textes. Ces tentatives flagrantes n'ont pu être empêchées que dans quelques domaines. »*- explique **Hwei Mian Lim, de ARROW.**

La mise en œuvre au niveau national doit intégrer l'approche genre : *« Nous nous réjouissons que les Parties reconnaissent la nécessité de concevoir les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) en y intégrant l'égalité femmes-hommes. Cependant d'autres principes essentiels manquent pour la concrétisation d'une action ambitieuse et efficace. Lors de la planification de leurs CDN, les pays doivent indiquer comment les principes directeurs de l'Accord de Paris, tels que la sécurité alimentaire, la participation publique, la transition juste, l'intégrité des écosystèmes, l'égalité des sexes, les savoirs des peuples autochtones et les droits humains ont été intégrés. Cela a été convenu à Paris! »* rappelle **Nanna Birk, de LIFE.**

En l'absence de mécanismes forts, nous ne pouvons pas corriger la trajectoire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris : *« Le Mécanisme de bilan global n'a pas été conçu pour rendre compte de façon transparente et robuste de l'état des progrès mondiaux vers les objectifs de Paris. De ce fait, nous craignons que les engagements déjà désastreusement insuffisants des Etats ne soient pas améliorés. Ce système ne répond pas pas à nos besoins aujourd'hui, et il est maintenant conçu pour échouer à l'avenir »,* affirme **Ndivile Mokoena, de GenderCCSA-Women for Climate Justice Afrique du Sud.**

Ignorer la question des pertes et dommages est une injustice : *« Pendant la COP 24 il est devenu évident que certains pays ont tout fait pour éviter des discussions approfondies sur les pertes et dommages, alors même que ce point aurait dû être non négociable. En effet, l'Accord de Paris a reconnu l'urgence de cet enjeu. 2018 a été une nouvelle année de catastrophes naturelles, notamment dans le Sud et le Sud est de l'Asie, marquée par des moussons imprévisibles et des tempêtes cycloniques qui ont détruit les biens, les moyens de subsistance et de nombreuses vies. Les populations ont le plus grand mal à se remettre de telles pertes. Les besoins des personnes les plus touchées, notamment des femmes, des migrant-es, des personnes en situation de handicap et des communautés discriminées, doivent être pris en compte financièrement. Mais au lieu de cela, on demande aux pays en première ligne du changement climatique de payer des primes d'assurance élevées pour couvrir les risques de catastrophes naturelles à des compagnies du Nord, dont les gouvernements continuent à minimiser leur responsabilité historique. Nous n'accepterons*

jamais un tel cynisme. » dit **Shradha Shreejaya, de Asia Pacific Forum on Women, Law and Development.**

Le développement et le transfert de technologie doivent être équitables : « *Il est inquiétant de constater que les ressources déjà limitées du cadre d'action pour les technologies iront au secteur privé. Ceci vient de l'idée biaisée selon laquelle les fonds publics devraient se combiner aux investissements du secteur privé pour générer du profit. Avec ce raisonnement, les technologies d'adaptation au climat et les solutions que nous proposons seront toujours laissées pour compte.* » explique **Neth Dano de ETC Groups.**

L'énergie nucléaire n'est ni propre ni renouvelable: « *Il est inacceptable que les secteurs de l'énergie polluante, qui agissent clairement contre l'Accord de Paris, et sont responsables de nombreux cas de violation des droits humains, aient bénéficié d'une telle visibilité à la COP 24, en particulier l'industrie du nucléaire. Nous demandons à tous les Etats engagés dans ce processus: de quel côté êtes vous? Nous pensons qu'ils devraient soutenir leurs populations, pas les pollueurs!* affirme **Sascha Gabizon, directrice de WECF.**

La communauté internationale doit condamner les actes visant à réduire au silence la voix des activistes du climat: « *Nous avons alerté dès le début de cette année que le projet de loi pour la COP 24 adopté par le Parlement polonais risquait de créer un dangereux précédent en faisant taire la voix des militants et en excluant les communautés de première ligne alors qu'elles doivent partager leur expérience cruciale pour ce processus. Nous avons exigé des garanties qu'aucune action préjudiciable ne serait menée contre la société civile. Pourtant des personnes ont été arrêtées, interrogées et même interdites d'entrée en Pologne ou ramenées à la frontière. Cette pratique inacceptable qui viole les principes de l'ONU ne doit se reproduire à aucune future conférence sur le climat.* »-avertit **Patricia Bohland, Gender CC**

La reconnaissance des droits des peuples autochtones n'est qu'un début: « *Même si nous célébrons le fait que la Plate-forme pour les communautés locales et les peuples autochtones va voir le jour, avec une représentation égale entre Parties et représentants des peuples autochtones, notre constituante restera vigilante pour suivre le développement de la Plate-forme et veiller à ce que ses objectifs soient pleinement atteints, tout en prêtant attention à l'égalité de genre.* » explique **Isadora Cardoso, de GenderCC**

Les vraies solutions - celles qui changent le système - existent, mais ont besoin d'un réel soutien: « *Les [solutions climatiques intégrant le genre](#), telles que valorisées par la WGC, démontrent comment les femmes de terrain inventent et maîtrisent des technologies climatiques résilientes et appropriées aux communautés locales. Cependant, leurs efforts ne sont pas soutenus par les mécanismes actuels, qui se focalisent sur des programmes centralisés et de très grande échelle, souvent au détriment des droits humains des femmes et des peuples autochtones et de l'intégrité des écosystèmes.* » explique **Anne Barre, de WECF**

A PROPOS DE LA CONSTITUANTE FEMMES ET GENRE (WGC)

La Constituante Femmes et Genre, ou Women and Gender Constituency (WGC) est l'un des neuf groupes d'acteurs de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Etablie en 2009, la WGC est composée de 28 organisations de femmes et environnementales qui agissent ensemble pour garantir que la parole des femmes soit entendue et leurs droits intégrés dans tous les processus et actes de la CCNUCC, afin de placer l'égalité des sexes et les droits humains des femmes au coeur de la lutte contre les changements climatiques. La WGC représente des centaines et des milliers de personnes sur cette planète; ses membres sont présentes à chaque réunion de la

CCNUCC, aux côtés du Secrétariat, des gouvernements, et des autres observateurs de la société civile pour garantir que les droits des femmes et la justice de genre soient des éléments centraux de la CCNUCC. La WG est renforcée dans son action par d'autres acteurs engagés pour le progrès des droits des femmes, de la paix et de la justice climatique. <http://womengenderclimate.org>

ORGANISATIONS MEMBRES:

All India Women's Conference (AIWC), All India Women's Education Fund Association (AIWEFA), Asian-Pacific Forum on Women Law and Development (APWLD), Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW), Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), Association jeunesse verte du Cameroun (AJVC), Centre for 21st Century Issues (C21st), Danish Family Planning Association, ENERGIA, part of the ETC Foundation, FAWCO, Gana Unnayan Kendra (GUK), LIFE- Education Environment Equality, GenderCC – Women for Climate Justice, Global Forest Coalition, Huairou Commission, International Council for Adult Education (ICAE), Italian Climate Network, Landesa, Margaret Pyke Trust, with the Population & Sustainability Network, NGO CSW/NY Rural Women Energy Security (RUWES) Initiative, Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN), Watershed Organisation Trust (WOTR), Women Environmental Programme (WEP), Women Engage for a Common Future (WECF), Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN), Women's Environment & Development Organization (WEDO), Youth Action for Development (AJED-CONGO)

AUTRES RESSOURCES

Demandes clés de la Women and Gender Constituency pour la COP24
<http://womengenderclimate.org/wgc-feminist-demands-at-cop24/>

CONTACTS MEDIA

Bridget Burns, Point Focal de la WGC (thématiques: global COP24)
+1 914 310 3270
bridget@wedo.org

Patricia Bohland, GenderCC - Women for Climate Justice (thématiques: global COP24)
+49 176 619 46 881
p.bohland@gendercc.net

Anne Barre, WECF International (thématique: Solutions Genre et Climat)
anne.barre@wecf.org

Neth Dano, ETC Group (thématique: Cadre et mécanisme de technologies climat)
neth@etcgroup.org